

Stratégie de l'endettement, choc du surendettement : après le Sud, le Nord

14 novembre par **Nicolas Sersiron**

Comment les gouvernements des pays riches et les détenteurs de capitaux ont-ils surendetté les pays du Tiers Monde.

La première opération a été d'éliminer par des assassinats ou des évictions forcées les véritables démocrates, ceux qui recherchaient l'égalité et la justice sociale pour leur peuple : Lumumba vs Mobutu, Mossadegh vs le Shah d'Iran, Allende vs Pinochet, Soekarno vs Suharto, Sankara vs Compaoré, et bien d'autres ont été ainsi remplacés par des dirigeants corruptibles. La deuxième opération était de faire endosser par les gouvernements des pays nouvellement indépendants, le remboursement des emprunts faits par l'ancien pays colonisateur auprès de la Banque Mondiale (BM), ce qui constituait pourtant au regard du droit international [1] une dette odieuse qui n'avait donc pas à être remboursée. La troisième a été d'envoyer des agents (secrets) corrupteurs tels John Perkins [2] pour soudoyer directement les dirigeants du Sud. Or les prêts de la BM, du FMI et les « aides » des pays occidentaux avaient souvent des visées géostratégiques –renforcer les liens pour contenir l'influence de l'ennemi soviétique– mais surtout des visées économiques : soit écouler les surproductions du nord, soit financer les investissements nécessaires à l'exploitation des richesses exportées vers le nord. Ils n'ont jamais profité aux populations. Les détournements faits par les dirigeants du Sud étaient secrètement encouragés, l'essentiel était de conserver le flux de matières premières nécessaires au profit des grandes compagnies occidentales. Pour maintenir voire dépasser la prédation de la période coloniale, il fallait plus intéresser les dirigeants du sud aux profits des ETN (entreprises transnationales) qu'au bien-être de leurs peuples.

La conquête du monde commencée par les rois et les armateurs européens entre les XV et XVIII n'avait d'autre but que de s'approprier l'or et les autres richesses. Au grand génocide des indiens d'Amérique a succédé le commerce triangulaire avec l'immigration forcée d'environ 50 millions d'Africains pour la production des matières exportées. Vers 1850, la fin de l'esclavage a été concomitante avec les premières conquêtes coloniales en Afrique et en Asie : ce ne sont plus des individus mais des pays et des continents qui ont été asservis à l'enrichissement des Européens. Un siècle plus tard, les indépendances de l'après-guerre, marqueront le début d'un nouveau système de soumission : le système dette. Sa mise en place progressive sera orchestrée par les gouvernements et les institutions financières internationales. Il est une redoutable arme de conquête du pouvoir et de la richesse pour les grands actionnaires du nord. Connaissez-vous une ETN qui pourrait enrichir ses propriétaires sans les matières premières des pays en développement ? Elles sont leur énergie vitale. Leur achat à très bas prix et les bas salaires des travailleurs sont indispensables pour qu'après transformation et commercialisation, en passant par les paradis fiscaux et la défiscalisation des prix de transfert, elles se gavent de superprofits. Total, la 5ème ETN du monde existerait-elle ainsi sans le pétrole africain ou le gaz birman dont leurs peuples sont spoliés ? Bien sûr que non !

Mais c'est la crise des années 80 et la médecine de choc administrée par le FMI qui va faire entrer les peuples du Sud dans un cycle d'appauvrissement, casser leurs services publics et imposer la privatisation de leurs grandes entreprises d'Etat. Les banques occidentales débordaient des euros-dollars du Plan Marshall et des pétrodollars de la crise de 1973. Elles ont alors beaucoup prêté aux nouveaux pays indépendants à des taux très bas mais indexés sur le taux officiel étasunien (prime rate). La brutale remontée de ce taux (multiplié par 3), décidée par Paul Volker en 1979, a provoqué leur faillite. Le FMI venu à leur secours par des prêts conditionnés, leurs a imposé de rembourser les banques qu'il a ainsi sauvées de la faillite. Pour les pays du Tiers Monde, rembourser un créancier avec un nouveau prêt à taux plus élevé revenait à entrer dans une spirale infernale dont ils ne sont pas encore sortis après 25 ans. Ce fût le choc du surendettement. Profitant de cet état de sidération des peuples, et avec l'aide de leurs dirigeants corrompus, à chaque nouveau prêt de secours, le FMI a imposé des mesures de libéralisation et de dérégulation des économies du Sud favorables aux investisseurs du Nord et catastrophiques pour les populations. La disparition des taxes douanières a mis en concurrence les petits producteurs agricoles du Sud avec les productions industrielles et subventionnées du Nord, les privatisations des entreprises publiques ont créé des « déflatés » par millions, l'instauration de la TVA a permis de faire rembourser les dettes publiques par l'ensemble des populations jusqu'aux plus pauvres. Quant à la liberté de mouvement de capitaux elle permet encore aujourd'hui des rapatriements vers le Nord de bénéfices colossaux faits par les ETN qui ne profitent nullement aux peuples du Sud, si ce n'est à leur bourgeoisie dirigeante. Cet ensemble de mesures ultralibérales imposées par le FMI est appelé « plan d'ajustement structurel » (PAS)

Comment la croissance de la dette publique au nord depuis les années 80 a-t-elle abouti au surendettement et à la résurrection du FMI avec ses mesures de choc ?

« *Le déficit chronique en France est le produit de la reconquista défiscale des possédants* » F.Lordon.

Comme dans les pays du Tiers Monde, on retrouve la stratégie de l'endettement des Etats au profit de la grande finance. Les plans d'austérité à partir de 1983 en France, la dérégulation et la disparition des barrières douanières ont mis en concurrence déloyale les salariés du nord avec les travailleurs du sud. L'Europe s'est ainsi désindustrialisée au profit des services. Ainsi à la différence du Sud, la matière première indispensable aux surprofits des grandes entreprises dans les pays du Nord est devenue le travail. L'organisation de la concurrence avec le moins-disant social des travailleurs du Sud et les gains de productivité ont fait augmenter le chômage, entraînant une diminution des salaires et des recettes de l'état. Les cadeaux fiscaux continus faits aux entreprises et aux plus hauts revenus ont approfondi le déficit budgétaire. Or pour sortir de l'endettement public, les solutions ultralibérales à la sauce européenne ne proposent que la diminution des dépenses, soit la sous-budgétisation des grands services publics gratuits, ceux qui avaient été gagnés en France par le Conseil National de la Résistance (CNR). La privatisation, auparavant rampante, est maintenant la solution ultralibérale aux problèmes financiers de l'éducation, de la santé publique et de la retraite par répartition.

En 2007, l'origine de la catastrophe financière mondiale, est le surendettement des ménages américains, conséquence d'une perte de pouvoir d'achat des décennies précédentes au profit du capital. La crise immobilière liée aux prêts « subprime » et le crash de Lehman Brothers met le système bancaire occidental au bord de la faillite. Il est sauvé par les Etats, donc par les contribuables. La crise entraîne un chômage de masse qui, avec le surendettement des Etats et l'attaque de la finance, génère une sidération populaire propice à la solution de choc ultralibérale. La diminution des dépenses publiques, est alors présentée comme l'unique solution. Le surendettement provoqué est bien le cheval de Troie qui, après avoir

permis l'application des PAS au sud ouvre la porte aux nouveaux plans d'austérité au Nord. Le FMI, cet outil de l'accaparement capitaliste par la dérégulation internationale, a été refinancé en 2009, à hauteur de 1.000 Milliards de dollars. Avec l'UE, ils proposent leurs « aides » conditionnées aux pays les plus endettés : ce sont les PAS du Nord. Au nom de l'assainissement des finances, les populations grecques, hongroises, roumaines, etc. subissent des coupes sombres dans leurs revenus et les services publics sont gravement touchés. La baisse des retraites par l'allongement de la durée du travail et la diminution du nombre des fonctionnaires en France sont les seules issues proposées pour combler les déficits publics. On ne parle pas de la défiscalisation des entreprises et des possédants depuis 20 ans, rien non plus sur les évasions fiscales colossales dans les paradis fiscaux, silence sur la perte de la part salariale dans la valeur ajoutée nationale au profit des créanciers de la dette. Le petit contribuable du Nord, après celui du Sud, en plus de perdre le bénéfice des services publics, est sommé de rembourser par des impôts indirects payés par tous, dont l'injuste TVA, les créanciers dont beaucoup sont responsables de la crise. Si les peuples n'obtiennent pas, après des audits sur le surendettement, l'annulation des dettes illégitimes, on assistera à un appauvrissement massif des populations du Nord comme ça a été le cas pour les populations du Sud avec les plans d'ajustement structurel.

Notes

[1] Le Traité de Versailles de 1919 avait interdit à l'Allemagne de mettre à la charge du nouvel Etat polonais reconstitué la dette que l'Allemagne avait contractée pour coloniser la Pologne.

[2] Les confessions d'un assassin financier. Révélations sur la manipulation des économies du monde par les Etats-Unis, 2005, alTerre, Québec